

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 126

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 760
sulla cooperazione in materia di sicurezza
fra l'UE ed i suoi vicini orientali

Annunziata il 29 luglio 2005

L'Assemblée,

(i) Considérant l'importance que l'UE attache à promouvoir des relations étroites de coopération avec les pays de son proche voisinage à l'Est;

(ii) Constatant notamment la nécessité de créer les conditions d'une coopération renforcée en matière de sécurité sur des questions spécifiques;

(iii) Soulignant que la lutte contre la corruption et les trafics mafieux (trafic de drogue, immigration clandestine, traite de

femmes, adoptions illégales, criminels mercenaires) est une priorité pour les pays voisins de l'UE à l'Est;

(iv) Constatant que nombre de conflits régionaux, qui perdurent aux frontières de l'UE, sont entretenus à dessein par les milieux politico-mafieux;

(v) Soulignant l'importance géostratégique et économique de l'Ukraine pour l'UE et se félicitant des changements politiques positifs survenus en Ukraine à la suite des élections présidentielles de décembre 2004;

(vi) Consciente de l'ampleur des réformes économiques et sociales à mener en Ukraine et des enjeux politiques pour l'Ukraine des prochaines élections législatives de mars 2006, et convaincue que le processus de réforme nécessite des aides spécifiques de l'Union européenne qui aient des effets concrets sur la situation sociale et démocratique du peuple ukrainien;

(vii) Notant avec satisfaction la volonté politique exprimée par les nouvelles autorités ukrainiennes de se rapprocher de l'UE et de l'OTAN;

(viii) Se félicitant de la signature du Plan d'action UE-Ukraine le 21 février 2005 et des mesures additionnelles adoptées en vue de renforcer ce plan;

(ix) Préoccupée par l'existence de conflits frontaliers encore à résoudre entre l'Ukraine et la Russie, et entre l'Ukraine et la Roumanie;

(x) Considérant les résultats des récentes élections législatives en Moldova et saluant la volonté politique des autorités moldaves de se rapprocher de l'UE;

(xi) Inquiète du conflit en Transnistrie qui perdure depuis plus de douze ans et soutenant le souhait des autorités moldaves d'élargir le format des négociations visant à résoudre ce conflit;

(xii) Estimant que la Russie devrait faire un effort supplémentaire pour contribuer au règlement de la situation en Transnistrie;

(xiii) Saluant la nomination en mars 2005 d'un Représentant spécial de l'UE pour la Moldova et la volonté exprimée par l'UE de contribuer au règlement du conflit en Transnistrie;

(xiv) Comptant sur une coopération intense des nouvelles autorités ukrainiennes en vue de résoudre le conflit en

Transnistrie, notamment par un contrôle accru à la frontière moldavo-ukrainienne;

(xv) Inquiète de l'absence persistante de volonté de la part des autorités du Belarus de créer les conditions nécessaires à des progrès démocratiques dans ce pays;

(xvi) Consciente de ce que l'UE fait dépendre le développement de ses relations avec le Belarus des progrès démocratiques que les autorités de ce pays sont susceptibles d'effectuer;

(xvii) Considérant les relations privilégiées qu'entretiennent la Russie et le Belarus, notamment en matière de défense;

(xviii) Soulignant la nécessité d'approfondir le partenariat stratégique entre la Russie et l'Union européenne, et se félicitant des résultats du 15ème sommet UE-Russie du 10 mai 2005 à Moscou, notamment de l'accord sur un paquet de « feuilles de route » pour la création de quatre espaces communs UE-Russie (économie, sécurité/liberté/justice, sécurité extérieure, recherche, éducation/culture);

(xix) Estimant indispensable d'assurer une mise en oeuvre efficace et rapide des accords conclu entre l'UE et la Russie, notamment en matière de sécurité;

(xx) Considérant que les différences d'appréciation en matière de standard démocratique constituent aussi un facteur potentiel de contentieux;

(xxi) Consciente de ce que les pays de l'UE voisins directs de la Russie, notamment la Finlande, la Pologne et les Etats Baltes, sont particulièrement désireux de voir se développer une politique commune constructive vis-à-vis de la Russie;

(xxii) Soulignant l'importance des intérêts économiques réciproques de la Russie, des pays membres de l'UE et des pays voisins de l'UE à l'Est, mais reconnaissant que des intérêts divergents subsistent entre la Russie et ses voisins en matière de sécurité;

(xxiii) Rappelant la Recommandation n° 697 de l'Assemblée en date du 4 décembre 2001, adoptée à l'unanimité, qui recommande au Conseil « de demander à l'UE de poursuivre l'intensification du dialogue et de la coopération avec la Russie sur les questions politiques de sécurité, en mettant l'accent sur l'évolution de la situation au Belarus, en Moldova et en Ukraine, où la sécurité, la stabilité et le développement économique sont dans l'intérêt mutuel des deux parties »;

(xxiv) Rappelant aussi la Recommandation n° 715 de l'Assemblée en date du 3 décembre 2002, adoptée à l'unanimité, qui recommande au Conseil d'inciter l'UE « à poursuivre ses efforts pour assister l'Ukraine, le Belarus et la Moldova dans leur processus de démocratisation de la vie politique et de libéralisation des échanges économiques » et « à continuer activement à renforcer le partenariat stratégique avec la Russie »;

RECOMMANDE AU CONSEIL DE
DEMANDER AUX PAYS DE L'UEO
D'INVITER L'UE A

1. Prendre des mesures immédiates pour ouvrir plus largement les activités de la PESC à l'Ukraine;

2. Renforcer le dialogue avec l'Ukraine afin d'évaluer ses perspectives de liens plus étroits avec l'UE;

3. Apporter un soutien accru au mouvement démocratique au Belarus;

4. Offrir à la Moldova des perspectives d'intégration dans le processus de stabilisation et d'association pour l'Europe du Sud-Est;

5. Obtenir des différentes parties aux négociations sur le conflit en Transnistrie de s'impliquer plus avant aux côtés de l'UE, dans un format élargi de négociation, en vue de contribuer au règlement définitif de ce conflit;

6. Intensifier la coopération entre les pays de l'UE et ses voisins dans la lutte contre la criminalité organisée, en renforçant notamment les contrôles aux frontières et les coopérations transfrontalières;

7. Engager un dialogue avec la Russie sur les conditions et les principes de la démocratie, élément clé de la sécurité.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 760
sulla cooperazione in materia di sicurezza
fra l'UE ed i suoi vicini orientali**

L'Assemblea,

(i) Considerando l'importanza che l'UE attribuisce alla promozione di strette relazioni di cooperazione con i suoi vicini orientali;

(ii) Osservando in particolar modo la necessità di creare le condizioni per una cooperazione rafforzata in materia di sicurezza su alcune questioni specifiche;

(iii) Sottolineando che la lotta alla corruzione ed ai traffici mafiosi (traffico di droga, immigrazione clandestina, tratta delle donne, adozioni illegali, criminali mercenari) rappresenta una priorità per i paesi dell'est vicini dell'UE;

(iv) Constatando che numerosi conflitti regionali, che perdurano alle frontiere dell'UE, sono alimentati di proposito da ambienti politico-mafiosi;

(v) Sottolineando l'importanza geostrategica ed economica dell'Ucraina per l'UE e rallegrandosi per i positivi cambiamenti politici avvenuti in questo paese in seguito alle elezioni presidenziali nel dicembre 2004;

(vi) Consapevole dell'ampiezza delle riforme economiche e sociali da realizzare in Ucraina e delle sfide politiche che l'Ucraina dovrà affrontare nelle prossime elezioni legislative nel marzo 2006 e convinta che il processo di riforma necessita di

aiuti specifici da parte dell'UE che abbiano effetti concreti sulla situazione sociale e democratica del popolo ucraino;

(vii) Constatando con soddisfazione la volontà politica espressa dalle nuove autorità ucraine di avvicinarsi all'UE e alla NATO;

(viii) Rallegrandosi per la firma del Piano di Azione UE-Ucraina del 21 febbraio 2005 e per le misure aggiuntive adottate con lo scopo di rafforzare tale piano;

(ix) Preoccupata dell'esistenza di conflitti frontaliere ancora irrisolti tra Ucraina e Russia e tra Ucraina e Romania;

(x) Considerando i risultati delle recenti elezioni legislative in Moldova e accogliendo con favore la volontà politica delle autorità moldave di avvicinarsi all'UE;

(xi) Preoccupata del conflitto in Transnistria che perdura da oltre dodici anni e sostenendo l'auspicio delle autorità moldave di ampliare i negoziati volti a risolvere tale conflitto;

(xii) Ritenendo che la Russia dovrebbe compiere ulteriori sforzi per contribuire alla risoluzione della situazione in Transnistria;

(xiii) Accogliendo con favore la nomina, nel marzo 2005, di un Rappresentante

speciale UE per la Moldova e la volontà espressa dall'UE di contribuire alla soluzione del conflitto in Transnistria;

(xiv) Contando su un'intensa cooperazione da parte delle nuove autorità ucraine per risolvere il conflitto in Transnistria, in particolar modo attraverso un controllo più intenso alla frontiera moldovo-ucraina;

(xv) Preoccupata dalla persistente assenza di volontà da parte delle autorità bielorusse di instaurare le condizioni necessarie per un progresso democratico nel proprio paese;

(xvi) Consapevole del fatto che l'UE considera lo sviluppo delle proprie relazioni con la Bielorussia proporzionale al progresso democratico che le autorità bielorusse sono in grado di effettuare in questo paese;

(xvii) Considerando le relazioni privilegiate esistenti tra Russia e Bielorussia, in particolare in materia di difesa;

(xviii) Sottolineando la necessità di approfondire il partenariato strategico tra Russia e Unione Europea e rallegrandosi per i risultati del 15° vertice UE-Russia del 10 maggio 2005 a Mosca, in particolare per quanto riguarda l'accordo sul pacchetto di « Road Map » per la creazione di quattro spazi comuni UE-Russia (economia, sicurezza/libertà/giustizia, sicurezza estera, ricerca, istruzione/cultura);

(xix) Reputando indispensabile assicurare una rapida ed efficace attuazione degli accordi conclusi tra UE e Russia, specialmente in materia di sicurezza;

(xx) Considerando che le differenze di valutazione in materia di standard economico rappresentano anch'esse un potenziale fattore di contenzioso;

(xxi) Consapevole del fatto che i paesi dell'UE confinanti con la Russia, segnatamente la Finlandia, la Polonia e gli Stati

Baltici, auspicano lo sviluppo di una politica comune costruttiva nei confronti della Russia;

(xxii) Sottolineando l'importanza degli interessi economici reciproci della Russia, dei Paesi membri dell'UE e dei Paesi a est vicini dell'UE, tuttavia riconoscendo che gli interessi divergenti sussistono tra Russia ed i suoi vicini in materia di sicurezza;

(xxiii) Ricordando la raccomandazione n° 697 dell'Assemblea in data 4 dicembre 2001, adottata all'unanimità, che raccomanda al Consiglio « di chiedere all'UE di perseguire l'intensificazione del dialogo e della cooperazione con la Russia sulle questioni politiche e di sicurezza, mettendo l'accento sull'evoluzione della situazione in Bielorussia, in Moldova e in Ucraina dove la sicurezza, la stabilità e lo sviluppo economico sono nell'interesse reciproco delle due Parti »;

(xxiv) Ricordando, inoltre, la Raccomandazione n° 715 dell'Assemblea in data 3 dicembre 2002, adottata all'unanimità, che raccomanda al Consiglio di esortare l'UE « a perseguire i suoi sforzi per assistere l'Ucraina, la Bielorussia e la Moldova nei loro processi di democratizzazione della vita politica e della liberalizzazione degli scambi economici » e « a continuare attivamente a rafforzare il partenariato strategico con la Russia »;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI CHIEDERE AI PAESI DELL'UEO DI INVITARE L'UE A

1. Adottare misure immediate per aprire ulteriormente le attività della PESC all'Ucraina;

2. Rafforzare il dialogo con l'Ucraina al fine di valutare le prospettive di relazioni più strette con l'UE;

3. Accrescere il sostegno al movimento democratico in Bielorussia;

4. Offrire alla Moldova delle prospettive di integrazione nel processo di stabilizzazione dell'Europa del sud-est;

5. Esortare altre parti ad impegnarsi al fianco dell'UE durante i negoziati sul conflitto in Transnistria in forma allargata, al fine di contribuire alla soluzione definitiva di questo conflitto;

6. Intensificare la cooperazione tra i Paesi dell'UE ed i suoi vicini nella lotta alla criminalità organizzata, rafforzando in particolar modo i controlli alle frontiere e le cooperazioni transfrontaliere;

7. Avviare un dialogo con la Russia sulle condizioni ed i principi della democrazia, elemento chiave per la sicurezza.